

Rwanda – Vincent Biruta : « Le rapprochement avec la RDC ne peut pas satisfaire tout le monde »

Romain Gras

Jeune Afrique, 30 septembre 2020

Après le report du sommet de Goma, le ministre rwandais des Affaires étrangères revient sur les relations parfois tendues avec le Burundi, l'Ouganda et la RDC. Et évoque la mystérieuse arrestation de Paul Rusesabagina, héros controversé du film « Hôtel Rwanda ».

La pandémie de coronavirus a beau avoir mis à l'arrêt la plupart des activités diplomatiques, les dossiers qui occupent les pays de la région des Grands Lacs sont nombreux. Si la médiation entre le Rwanda et l'Ouganda montre quelques signes de progrès, les relations entre Kigali et Bujumbura sont toujours au point mort, tandis que le rapprochement avec la RDC est contesté par une partie de l'opinion congolaise.

Le sommet de Goma, qui devait réunir la RDC, l'Angola, le Bu-

rundi, l'Ouganda et le Rwanda en septembre, à l'invitation du président Félix Tshisekedi, a finalement été reporté sine die. Il aurait permis au nouveau chef de l'État burundais, Evariste Ndayishimiye, d'effectuer sa première sortie diplomatique et de rencontrer pour la première fois son homologue Paul Kagame, sachant que les relations entre le Rwanda et le Burundi sont tendues depuis plus de cinq ans.

Jeune Afrique : Depuis début septembre, Félix Tshisekedi tente vainement d'organiser un sommet à Goma. La méfiance entre les voisins est-elle trop grande ?

Vincent Biruta : Nous ne nous méfions de rien ni de personne. Nous sommes prêts à discuter avec nos voisins, quels que soient les différends

qui nous opposent. C'est d'ailleurs le but de ce genre de réunion. Nous n'avons pas non plus de problèmes particuliers vis-à-vis de l'organisation de ce sommet, mais il faut prendre en compte le contexte lié au Covid-19, qui rend difficile toute réunion physique. Nous serons disposés à participer dès que les conditions seront réunies, mais cela ne sera pas le cas avant le début de l'année prochaine.

Il y a un an, le Président Tshisekedi proposait de former un état-major intégré pour combattre les groupes armés dans l'est de la RDC. Cette initiative a-t-elle été abandonnée ?

La proposition est toujours sur la table. Le sommet de Goma peut être l'occasion d'évaluer concrètement cette solution.

Diriez-vous que les relations avec Kampala se sont normalisées ?

Il y a encore des efforts à faire pour établir une relation normale, mais nous allons dans la bonne direction. Un certain nombre de Rwandais qui étaient illégalement détenus en Ouganda ont été relâchés. Mais nous constatons aussi que les groupes politico-militaires qui opéraient à partir de l'Ouganda et qui ont conduit l'attaque d'octobre 2019 sont toujours actifs. Ils continuent à bénéficier du soutien de certains officiels ougandais. Ces derniers mois, ils

ont ainsi mené des actions politiques dans les camps de réfugiés avec l'appui de différents services de sécurité. Nous attendons toujours des actions concrètes pour que cela cesse.

Le Rwanda est disposé à rétablir une relation de confiance avec le Burundi

Les premiers contacts avec la nouvelle administration du Burundi semblent pour l'instant ne rien donner. Début août, le président Ndayishimiye qualifiait même la démarche rwandaise « d'hypocrite ». Une détente est-elle envisageable ?

Nous avons aussi lu ces déclarations. Nos homologues burundais ont posé plusieurs conditions pour que le dialogue reprenne, ils demandent notamment que le Rwanda leur remette un certain nombre de réfugiés accusés d'avoir participé à la tentative de coup d'État de 2015. De notre côté, nous pensons que ce n'est pas nécessairement la bonne solution et que la relation peut être rétablie sans conditions préalables. Nous leur avons déjà assuré que ces réfugiés ne pourront jamais entreprendre une action hostile au Burundi depuis le territoire rwandais.

Le Rwanda est disposé à rétablir une relation de confiance avec le Burundi. Si besoin, nous serions même prêts à impliquer des organisations internationales comme le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés [HCR] et à trouver une solution qui permettrait au Burundi d'être à l'aise avec cette démarche.

Le Rwanda considère-t-il toujours le Burundi comme une menace ?

Plusieurs groupes armés ont mené des attaques sur le territoire rwandais depuis le Burundi ou y sont réfugiés. Nous avons récemment pu déterminer grâce aux objets que l'on a récupéré chez les assaillants qu'ils étaient équipés avec du matériel de l'armée burundaise.

Soutiendriez-vous une levée des sanctions et un arrêt de la commission d'enquête de l'ONU sur le Burundi ?

Nous ne sommes pas à l'origine de ces sanctions ni de cette commission d'enquête, donc nous n'avons aucun pas le pouvoir d'arrêter quoi que ce soit. Si une relation bilatérale était rétablie entre nos deux pays, nous pourrions néanmoins discuter de ces sujets.

Les déclarations de votre ambassadeur à Kinshasa, Vincent Karega, sur le massacre de Kasika ont suscité une importante controverse. Son remplacement ne serait-il pas un geste d'apai-

sement ?

Il y a en effet des groupes qui manifestent, interprètent les propos de notre ambassadeur et demandent même son départ de Kinshasa, mais ses relations avec le gouvernement congolais sont excellentes. Nous ne sommes pas disposés à faire quoi que ce soit, ni à remplacer qui que ce soit. Aujourd'hui c'est un groupe qui manifeste, demain ce sera un autre. On ne peut pas satisfaire tout le monde.

Ce mouvement de contestation est tout de même loin d'être isolé. Comment le Rwanda interprète-t-il cette mobilisation ?

Côté RDC, la mobilisation n'est pas seulement menée par des membres de la société civile mais aussi par des politiques qui considèrent qu'il faut être virulent avec le Rwanda pour être populaire. Ils sont plusieurs à suivre cette logique. À notre niveau, nous travaillons à restaurer la confiance entre nos deux pays, sans chercher à répondre à certaines personnes en mal de popularité.

Si le Rwanda n'a rien à cacher sur ce dossier, seriez-vous prêt à soutenir le principe d'un tribunal pénal international sur les crimes commis au Congo, ou proposeriez-vous une alternative ?

Avant qu'il y ait un tribunal, il faut une enquête, il faut des faits. Ces

tribunaux relèvent des Nations unies, il y a tout un processus à suivre. Ceux qui préconisent l'instauration d'une telle juridiction se basent souvent sur le rapport Mapping, mais celui-ci est resté à l'état de projet, il n'a jamais été adopté.

Nous avons déjà eu à nous exprimer sur la méthodologie de ce rapport, que nous estimons bâclé. C'est un document qui a été réalisé en seulement six mois pour un pays aussi grand que la RDC, couvrant une période longue de dix ans, avec des enquêteurs anonymes. . . On ne peut pas partir d'un projet de rapport contesté comme celui-ci pour lancer un tribunal pénal international. Si on veut trouver une solution, il faut des mécanismes crédibles pour analyser le passé et établir les responsabilités.

L'avion que Rusesabagina a pris à Dubaï n'a pas été détourné

Depuis son arrestation surprise, Paul Rusesabagina a livré certains détails de son arrivée au Rwanda, expliquant notamment qu'il pensait se rendre au Burundi sur invitation d'un pasteur. Les services rwandais peuvent-ils corroborer cette version ?

L'avion que Rusesabagina a pris

à Dubaï avait comme destination Kigali et non Bujumbura, il n'a pas été détourné. Lui pensait se rendre au Burundi, mais il n'a pas été forcé à embarquer. Il s'est peut-être trompé d'avion.

Avez-vous des raisons de penser que sa venue peut être liée aux activités des FLN (branche armée du mouvement de Rusesabagina) qui semblent intervenir au Rwanda depuis la forêt de Nyungwe ?

Oui, nous le pensons. Il est en tout cas probable que sa venue puisse avoir un lien avec ces activités, même s'il a dit qu'il avait rendez-vous avec des pasteurs. Lui sait ce qu'il allait y faire.

Ne faudrait-il pas clarifier les conditions dans lesquelles il a été arrêté ?

La question a été clarifiée. Il était en pleine possession de ses capacités mentales et intellectuelles quand il a embarqué en pensant se rendre au Burundi. Il a été piégé et il s'est retrouvé à Kigali au lieu de Bujumbura.

Callixte Nsabimana, l'ancien porte-parole des FLN, a assuré que la Zambie fournissait une aide au groupe de Paul Rusesabagina. Entre-temps, le ministre zambien des Affaires étrangères s'est rendu à Kigali. Avez-vous la certitude aujourd'hui que Lusaka ne finance pas les FLN ?

Ce que nous savons, c'est ce que Callixte Nsabimana a déclaré au tribunal. Nous attendons de voir si Rusabagina va lui même faire des révélations sur le sujet.

Nous avons transmis les informations que nous avons aux autorités zambiennes, nous leur avons même proposé d'organiser une rencontre entre leurs équipes et Callixte Nsabimana. Nous ne les avons jamais accusées de soutenir des mouvements hostiles au gouvernement rwandais et nous sommes prêts à travailler avec eux pour éclaircir cette question.

Le 3 juillet, la justice française a définitivement clos par un non-lieu le dossier sur l'attentat de l'avion du président Habyarimana. Était-ce essentiel pour poursuivre le rapprochement entre Paris et Kigali ?

Cela fera certainement évoluer les

choses. La volonté d'avancer est présente des deux côtés, et c'est ce qui compte. Il y a malgré tout des cas de génocidaires qui sont en fuite et qui se cachent en France. Des efforts sont réalisés pour les arrêter, il y a eu notamment des avancées sur les dossiers de Félicien Kabuga et de Aloys Ntwiragabo, mais nous aimerions qu'il y en ait d'autres. En 2019, le président Macron avait promis de renforcer les moyens de la justice sur ces affaires, nous attendons que cela porte ses fruits.

Un ambassadeur français sera-t-il nommé à Kigali d'ici à la fin de l'année ?

C'est une question qu'il faut poser au gouvernement français. Nous avons un ambassadeur sur place, ce serait un geste dans la bonne direction que d'en avoir un à Kigali